

Élèves à la rue, écoles occupées : il est urgent que les institutions assurent leurs devoirs !

Conférence de presse et rassemblement mercredi 17 mai

Depuis de nombreux mois maintenant, des parent·es et personnel·les de l'éducation nationale ont mis à l'abri des élèves sans toit et leur famille dans des écoles. Aujourd'hui encore, 7 écoles sont ainsi "occupées" : nous n'acceptons toujours pas que nos élèves, les camarades de nos enfants, dorment dehors ! Mais cela ne suffit pas : nos initiatives ne peuvent se substituer aux pouvoirs publics. De plus, un nombre important de personnes, dont des enfants, dorment encore aujourd'hui à la rue en Isère, ou dans des conditions d'extrême précarité : voitures, squats, hébergements provisoires (proposés par des institutions ou des citoyen·nes solidaires)... Nous évaluons à près de 400 ce nombre d'enfants.

Nous avons alerté à de multiples reprises l'État, le Conseil Départemental, la Métro, les mairies de l'agglomération, et leurs réponses sont, pour les meilleures, très en-deça de l'indispensable. Nous rencontrerons une nouvelle fois la mairie de Grenoble mardi 16 mai, et nous lui redemanderons de nouveau d'appliquer la réquisition des logements vides votée par son conseil municipal il y a presque un an.

Le Conseil départemental, de son côté, se cache derrière une vision scandaleusement restrictive de ses compétences en terme de sauvegarde de l'enfance. C'est pourquoi nous irons le mercredi 17 mai remettre à M.Barbier une lettre ouverte pour exiger que l'Isère prenne sa part de responsabilité dans la mise à l'abri de nos élèves et de leurs familles. Nous vous invitons donc à une conférence de presse et à un rassemblement mercredi 17 mai devant les locaux des services sociaux du Département, avenue de New York, à 14h. Nous en profiterons pour faire publiquement le bilan de notre rencontre de la veille avec la mairie de Grenoble.

Parce que, encore et toujours : un toit, une école, des papiers !

**Rassemblement à 14h devant la Maison du
Département,
32 rue de New York à Grenoble**

A l'appel de l'inter-collectifs des écoles occupées de l'agglomération grenobloise.